

## **Communiqué de presse**

Pour diffusion immédiate

**Les Conseils régionaux de l'environnement de Montréal et de la Capitale nationale et les organismes Vivre en Ville et Accès transports viables partagent le malaise des groupes écologistes à l'égard du gouvernement**

Montréal, le 22 novembre 2005 – Les Conseils régionaux de l'environnement de Montréal et de la Capitale nationale et les organismes Vivre en Ville et Accès transports viables partagent le malaise de plusieurs groupes écologistes à propos de l'écart entre le discours environnemental du gouvernement du Québec et les gestes posés par celui-ci dans plusieurs dossiers environnementaux. À moins d'une semaine du début de la rencontre internationale sur les changements climatiques dont Montréal sera l'hôte, les organismes estiment que la crédibilité du gouvernement du Québec en matière de développement durable et de luttés aux changements climatiques risque d'être miné si des gestes concrets ne sont pas posés rapidement. À cet égard, les quatre organismes se rallient aux groupes écologistes qui demandent au gouvernement du Québec de déposer un plan d'action crédible de mise en œuvre du Protocole de Kyoto, de renoncer au prolongement de l'autoroute 25, de mettre en place un nouveau cadre financier du transport en commun et le dépôt d'une politique énergétique cohérente avec les objectifs de Kyoto.

Selon André Porlier, directeur adjoint du CRE-Montréal « Le ministre de l'Environnement doit faire preuve de leadership en déposant rapidement un plan d'action concret pour la mise en œuvre du Protocole de Kyoto et surtout de cohérence en renonçant au prolongement de l'autoroute 25, un projet autoroutier qui entraînera à termes une augmentation de la circulation automobile et des GES à Montréal, et dont la Ville de Montréal ne veut pas».

-30-

Source :                   André Porlier, CRE-Montréal (514-842-2890 poste 224)  
                                  Alexandre Turgeon, CRE-Capitale nationale (418-571-0537)